

nous ne devrions pas avoir à rappeler que les éléments du secteur privé ne créent pas l'ambiance inflationniste mais répondent et réagissent à cette ambiance. Malheureusement il est bien trop évident que la méprise est encore trop répandue sur ce point».

S'il y a un malentendu, ce semble être de la part du Congrès. Le sixième exposé annuel du Conseil économique du Canada, qui a été signé par des représentants du Congrès du travail du Canada qui en font partie, a souligné que l'on rencontrait souvent des gens qui pensent que le maintien de normes élevées de rendement économique incombe presque exclusivement aux autorités gouvernementales, et notamment au gouvernement fédéral. «Rien n'est plus loin de la vérité», note le Conseil. Les auteurs de l'exposé estiment que si les gouvernements ont une grande influence à exercer, la plus grande partie des décisions affectant l'économie sont prises en dehors de la sphère des gouvernements. «Au Canada, note par ailleurs le conseil, il est indispensable d'en arriver à une meilleure compréhension, plus générale, des rapports entre les coûts, les prix, la productivité et les revenus, comme moyen d'obtenir de meilleures décisions. Il est nécessaire aussi que le public saisisse davantage les grands facteurs dont il faut tenir compte dans le processus de la négociation et dans la détermination des prix.»

Si l'augmentation du chômage des premiers mois de l'année a servi à quelque chose, ce serait uniquement à souligner l'importance pour tous les secteurs de l'économie de s'unir dans un effort national pour aider, par des initiatives volontaires, à briser la spirale de l'inflation. Cependant, tant que tout le monde n'aura pas compris et reconnu le caractère essentiel des rapports entre coûts, prix, productivité et revenus qu'a décrits le Conseil économique, le gouvernement ne peut faire autrement que de maintenir les restrictions essentielles afin d'arrêter l'escalade des coûts et des prix et de préparer le retour à une expansion économique vigoureuse mais stable.

Il y a deux ans, le gouvernement a dit au peuple canadien qu'il était prêt à prendre les dures décisions nécessaires dans l'intérêt à long terme de l'ensemble de la nation. C'est avec ce mandat que le gouvernement a été porté au pouvoir et nous n'avons pas l'intention de le trahir maintenant. Malgré le bruit et la fureur que suscitent les députés de l'opposition, le peuple canadien est assez sensé, j'en suis certain, pour comprendre pourquoi le gouvernement doit persister dans cette politique si dure et si difficile.

[L'hon. M. Benson.]

M. Paproski: N'allez pas croire cela.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Ma foi, monsieur l'Orateur, c'est toujours un privilège que de suivre le ministre des Finances (M. Benson).

Une voix: Pourquoi?

M. Woolliams: Car une fois tous les six mois, ou même plus souvent, nous avons le privilège de l'entendre nous faire une conférence à la manière d'un professeur d'université qui dispense un cours d'économie à ses étudiants. Mais cela n'en résoud pas pour autant certains problèmes. Je ne sais où le ministre va puiser ses statistiques, mais j'ai tiré les miennes du *Globe and Mail* et elles ont été vérifiées auprès du Bureau fédéral de la statistique. Considérons la situation actuelle des sans-travail au Canada, ou celle du chômage. Les libéraux trouvent toujours moyen de nous présenter leurs propres chiffres, qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir. Peu leur importe comment ils les obtiennent.

Le ministre fait allusion au chômage du temps de Diefenbaker. Il a peut-être oublié qu'à cette époque, le taux de chômage aux États-Unis était supérieur à 5 p. 100. Si l'on fait appel aux mêmes statistiques, ce taux est passé de 4.4 à 4.8 p. 100. Mais ne nous inquiétons pas de cela pour le moment. Regardons ce qui se passe au Canada. Les gens ne s'occupent pas de ce qui se passait en 1958, en 1962, en 1963 ou à l'époque où le premier ministre actuel (M. Trudeau) a formé son cabinet. C'est la situation actuelle qui les préoccupe. Le nombre total des chômeurs au Canada représente 6.6 p. 100 de la population active. Il a été confirmé par le BFS et il est cité dans le *Globe and Mail*. Mais il ne tient pas compte du grand nombre d'étudiants d'université, diplômés ou non, qui essaient actuellement de traverser le Canada en auto-stop, se déplaçant d'un endroit à l'autre pour trouver du travail.

Je serais prêt à parier—et le ministre des Finances devra l'admettre pour être juste—que le chiffre global du chômage est plus près de 8 p. 100 que de 6 p. 100, si l'on tient compte des étudiants d'université, diplômés ou non. Quelle est la situation à travers le pays? Dans les Maritimes, le taux vérifié est de 10.4 p. 100 et au Québec, de 8.9 p. 100. Le taux, en Ontario où il est le plus faible au Canada, est aujourd'hui de 4.6 p. 100. Dans les trois provinces des Prairies, il est de 5.2 p. 100. Le taux en Colombie-Britannique correspond à la